

L'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables : Étude de cas de différents pays.

The impact of green finance on the use of renewable energy: a case study from different countries.

Aicha Lalmi ^{1*}

¹ Centre universitaire de Tipaza (Algérie), lalmi.aicha@cu-tipaza.dz

Date de réception : 04/12/2024. ;

Date de d'acceptation : 15/12/2024 ;

Date de publication : 31/12/2024

Résumé : Une grande attention a été accordée à la mise en scène des objectifs du développement durable comme réaction à l'émission des gaz à effet de serre et les problèmes issus du changement climatique. La finance verte est apparue comme assistance financière aux projets environnementaux assurant une croissance durable. L'objectif de ce travail est de déterminer l'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables à travers les expériences de quelques pays à l'échelle mondiale. Nous avons choisi une approche analytique pour identifier l'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables à l'union européen, la Chine, les pays BRICS et l'Afrique à travers les travaux antérieurs. Les résultats ont confirmé l'impact positif et significatif de la finance verte et l'innovation verte sur la transition énergétique, sous la contrainte du système politique stable et la gouvernance efficace. Cet impact est insignifiant dans les pays en voie de développement. Les innovations technologiques favorisant la transition énergétique nécessitent des coûts lourds et élevés par rapport aux budgets de ces États. Des recommandations ont été proposées.

Mots-clés : Finance verte ; Innovation verte ; Énergies renouvelables ; Transition énergétique.

Codes de classification Jel : O3-Q01-Q55-Q29.

Abstract: A great deal of attention has been paid to showcasing the objectives of sustainable development as a reaction to greenhouse gas emissions and the problems caused by climate change. Green finance has emerged as financial assistance for environmental projects that ensure sustainable growth. The aim of this work is to determine the impact of green finance on the use of renewable energy through the experiences of a few countries worldwide. We chose an analytical approach to identify the impact of green finance on the use of renewable energy in the European Union, China, the BRICS countries and Africa through previous work. The results confirmed the positive and significant impact of green finance and green innovation on the energy transition, under the constraint of a stable political system and effective governance. This impact is insignificant in developing countries. Technological innovations that promote the energy transition require heavy and high costs in relation to the budgets of these countries. Recommendations have been put forward.

Key words: Green finance ; Green innovation ; Renewable energies ; Energy transition.

Jel classification : O3-Q01-Q55-Q29.

* Auteur correspondant : lalmi.aicha@cu-tipaza.dz.

1. Introduction :

Les taux et indices de pollution à l'échelle mondiale, le changement climatique qui a touché toute la planète, la défense des intérêts des générations à venir en matière de politique énergétique. et d'un environnement propres initiés par l'organisation des nations unies (ONU) dans les objectifs du développement durable ODD, ... tous ces facteurs ont conduit que les organismes de pressions politiques invitent les gouvernement à adopter des stratégies et des mécanismes pour faire face aux problèmes de pollution engagée par l'activité humaine et du changement climatique (ou le réchauffement climatique) et l'émission excessive des gaz à effet de serre GES.

Parmi ces stratégies et techniques, les travaux de recherches et les résultats des débats et discussions scientifiques encouragent l'orientation vers les énergies renouvelables à faible émission des GES. Ces actions menées pas les pays et les gouvernements nécessitent la collaboration et l'implication des entreprises par ce qu'on appelle la responsabilité sociétale des entreprises RSE.

À l'échelle mondiale, et surtout dans les pays développés, les ventes des voitures à énergie verte et à moins effet sur l'environnement, a augmenté d'une manière remarquable. Par exemple, en France, les ventes des voitures électriques représentent 13,1 % des achats de voitures neuves en 2022 (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 2024). Aux USA, les ventes des voitures électriques en 2023 a dépassé les ventes enregistrés en 2022 (Quebec Electric Vehicle Association, 2024).

Afin de lutter contre tous les effets nocifs sur l'environnement et assurer une transition vers une économie durable, il faut s'appuyer sur un financement appelé le financement vert. Ce financement est primordial pour soutenir l'investissement dans des solution alternatives, sur la base des avancées technologiques, permettant le respect de l'environnement, la préservation des écosystèmes et la protection des droits des générations futures. En d'autres termes, et contrairement à la finance traditionnelle qui consiste à investir dans les projets selon le principe de rentabilité, la finance verte oriente l'investissement dans les projets qui ont moins d'impacts négatifs sur l'environnement.

La majorité des travaux antérieurs mettent l'accent sur l'impact des énergies renouvelables et la transition énergétique sur l'environnement et le développement durable. Cependant, une transition énergétique est réussie par l'adoption et l'existence d'une finance verte. Dans cet aspect, nous avons choisi de répondre au questionnement de recherche suivant :

Est-ce que la finance verte a un impact positif sur l'utilisation des énergies renouvelables ?

Afin de répondre à cette problématique, nous avons choisi de suivre une approche analytique. Il s'agit d'analyser cet impact à travers les expériences des pays qui ont adopté ou bien qui sont en train d'adoptés les énergies renouvelables à savoir : l'union européen, la Chine, les pays BRICS et l'Afrique.

La première partie de ce travail fournira des explications du concept « finance verte » ainsi que les challenges à dépasser pour son adoption. La deuxième partie contient une illustration des instruments financiers verts à utiliser pour le financement des investissements nécessaires à

l'adoption des énergies renouvelables. La dernière partie met en lumière l'effet de la finance verte sur la consommation des sources d'énergie renouvelables.

2. I. La finance verte et les énergies renouvelables : revue de littérature.

Depuis l'émergence de l'idée de développement durable dans le rapport de Burland à la fin des années 1980, l'instauration d'un nouveau système énergétique est devenue une nécessité dans le monde entier. De même, la finance verte a été introduite dans les discours et les débats liés à la crise environnementale que le monde subit.

2.1. Définition de la finance verte.

En se fondant sur les objectifs de développement durable, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a suggéré de réinventer le modèle financier classique. Ce dernier doit être compatible avec les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (La Torre, Leo, Palma, & Zapata, 2024).

La finance verte peut être expliquée comme les actions et les opérations financières favorisant la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique (Bennis, 2023, p. 35). Selon Lee, Li, & Wang (2024), la finance verte consiste au passage à des méthodes de production écologique qui minimisent l'émission des GES. Il s'agit de la prise en considération des impacts environnementaux dans les décisions d'investissement (Lee, Li, & Wang, 2024). C'est des mécanismes permettant la réalisation des objectifs économique, environnementaux et sociaux (Wang, Qiu, Chen, & Deng, 2024, p. 03).

Ces mécanismes peuvent prendre plusieurs formes : actions, obligations et des matières premières dans un marché financier qui respectent l'environnement et qui représentent des capitaux pour le financement des projets environnementaux luttant contre le changement climatique (Arif, Hasan, Alawi, & Naeem, 2021).

La Chine fait partie des pays développés qui ont mis en œuvre une stratégie pour l'adoption de la finance verte ou des investissements verts. En d'autres termes, l'actualisation et la modification d'un modèle financier afin qu'il respecte plus l'environnement ou bien dans le but de réaliser une convergence entre la finance et le développement durable : c'est la finance durable (Taneja, Bhatnagar, & Ozen, 2023).

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que la finance verte signifie tout type de financement et assistance monétaire des projets environnementaux assurant une croissance durable.

2.2. Challenges de la finance verte

Il est évident que la finance verte joue un rôle essentiel dans l'atteinte des objectifs environnementaux du développement durable en favorisant la transparence des investissements à long terme destinés à des projets durables. Mais des challenges doivent être relevés pour atteindre ces objectifs (Jaiwant & Kureethara, 2023, p. 286):

- La transition énergétique et écologique pour enregistrer un développement économique avec faible émission des GES nécessite une énorme collaboration du secteur privé pour financer les investissements importantes.
- L'application correcte du financement vert demande une bonne compréhension et une grande transparence concernant la finance verte et toutes les activités vertes. Il serait souhaitable que ce

type de financement soit régulé par des normes visant à rediriger les flux de capitaux vers des investissements écologiques et durables.

- Les pays en voie de développement souffrent d'une carence des ressources nécessaires à la réalisation des ODD surtout après la pandémie du Covid-19. La recherche de solutions aux problèmes de financement requiert l'engagement collectif de l'ensemble des parties prenantes.

D'après Gholipour et al. (2022), le secteur du bâtiment est responsable de 38 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre. Les pressions politiques ont incité à l'adoption de stratégies visant à diminuer les impacts négatifs de ce secteur sur l'environnement. L'adoption des mécanismes de financement vert au cours de la dernière décennie a diminué les taux des GES émis par ce secteur.

Une autre étude menée par Lin, et al., (2024) dans 73 économies en voie de développement confirmant l'impact positif de la finance verte sur la productivité industrielle. Néanmoins, Pour encourager l'adoption et l'application de la finance verte, les pays en développement doivent promulguer les lois et les réglementations adéquates, ciblant les banques et les entreprises.

Étant donné que le gouvernement Chinois est parmi les pays qui ont pris l'initiative à adopter la finance verte, les pays en voie de développement peuvent bénéficier de son expérience et préciser les enjeux de ces pratiques. La finance verte a un impact positif en Chine parce que ces pratiques sont soutenues par le gouvernement sans oublier que l'économie Chinoise est une économie bien classée dans le monde (Lee, Wang, & Chang, 2023). La transition énergétique a réussi en Chine grâce à la présence de la réglementation nécessaire.

3. Les instruments de la finance verte.

Le financement vert peut être fait soit par des moyens bancaires ou étatiques, ou bien par des moyens liés aux marchés financiers.

3.1. Le financement par voie étatique ou bancaire.

Les gouvernements mettent en place des subventions financières dans le but d'aider les projets de transition énergétique et de protéger l'environnement, en encourageant ainsi les entreprises à investir dans des solutions innovantes. Les revenus tirés de la fiscalité pétrolière peut être considérés comme source de financement vert. Plusieurs recherches ont confirmés l'impact positif des subventions fiscales et gouvernementales sur le développement des énergies renouvelables (Yang, He, Xia, & Chen, 2019).

Hors ces subventions, Il existe des produits de finance verte qui proviennent des banques commerciales et d'investissement, ainsi que de la gestion de l'information et des produits d'assurance (Wang, Li, Wen, & Nie, 2021). Les entreprises qui investissent dans les énergies renouvelables et fabriquent des équipements protégeant l'environnement, bénéficient des crédits dont le remboursement se fera par les revenus futurs tirés des commandes. C'est ce que Wang & al., (2021) ont appelé le financement des commandes et ont constaté que l'impact de ce dernier sur le financement des innovations technologiques permettant la transition écologique est plus positif est efficace par rapport aux crédits hypothécaires, qui freinent la transition verte.

Un autre type d'assistance monétaire verte connu par les certificats carbone. Il s'agit d'établir une valeur du carbone et les appliquer à des certificats acceptés comme des réserves

légales dans les banques commerciales. Les projets à faible émission des GES bénéficient de ces certificats en réduisant leurs coûts (des crédits moins chers) contrairement aux projets dont l'émission du carbone est très élevée (Rozenberg, Hallegatte, Perrissin-Fabert, & Hourcade, 2013).

Néanmoins, Campiglio (2016) jugent que la tarification du carbone n'est pas suffisante pour le financement de l'innovation des technologies à faible émission des GES, à cause des défaillances enregistrés dans le processus d'octroi des crédits bancaires. La solution proposée, par le chercheur, est d'instaurer une réglementation financière macroprudentielle favorisant le financement vert surtout dans les économies des pays en voie de développement.

3.1. Financement par le marché financier.

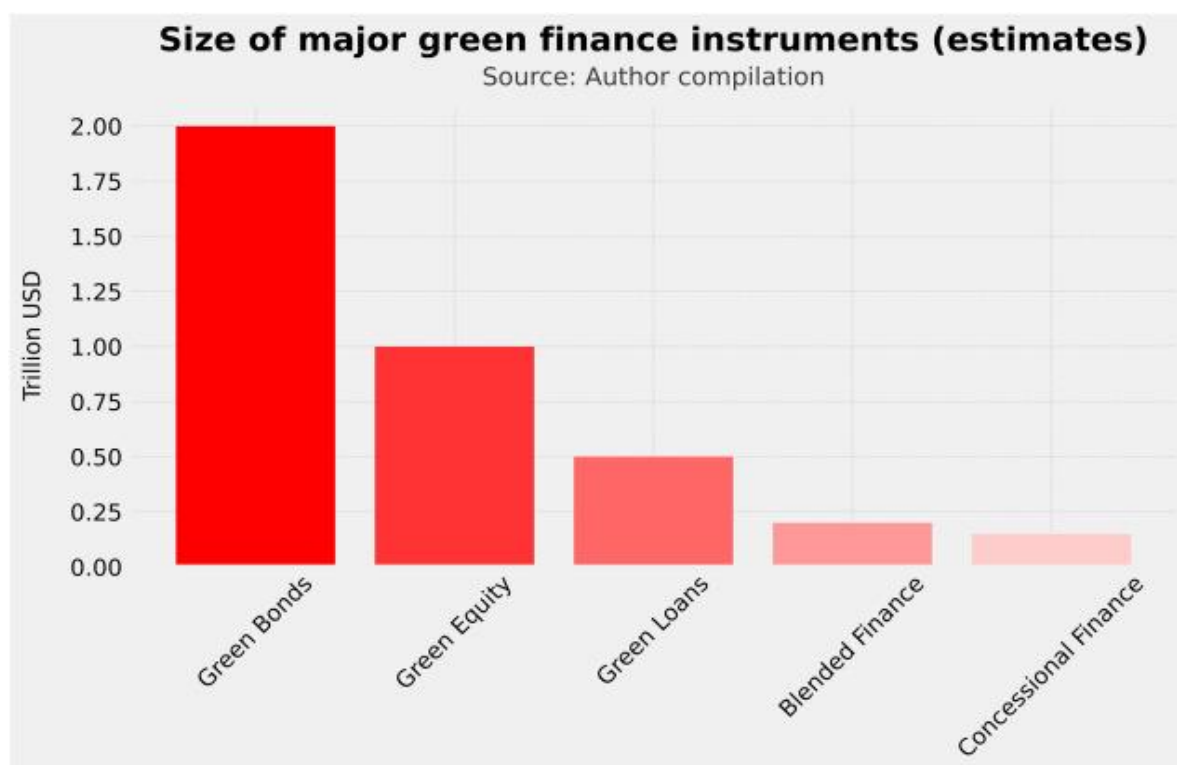
En plus des moyens de financement vert classiques, nous avons les instruments des marchés financiers. Des fonds propres verts sont disponibles pour les actionnaires des entreprises (Woode, 2024), avec la présence de droit du contrôle. Une action est dite verte ou durable lorsque les investisseurs choisissent d'investir dans actifs verts ou de se désinvestir des projets dont les actifs contribuent fortement à l'émission du carbone (Babic, 2024).

Le financement des projets encourageant la transition énergétique peut être fait par des obligations qualifiées comme vertes. L'International Capital Markets Association (ICMA) a défini les obligations vertes par " un titre à long terme qui vise à financer ou à refinancer des projets qui ont un impact positif et quantifiable sur l'environnement, en plus des rendements financiers" (Rahman, Rahman, Tanchangya, & Esquivias, 2023, p. 05). Les projets axés sur l'environnement incluent les initiatives de développement des énergies renouvelables, les actions pour augmenter l'efficacité énergétique et les démarches visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (Bancel & Glavas, 2019).

Un autre moyen de financement vert est apparu depuis 2005, c'est les prêts verts. Il d'agit des prêts ou des investissements bancaires encourageant les projets à faible émission du carbone, voire zéro (Gilchrist, Yu, & Zhong, 2021).

D'après la figure suivante, les obligations vertes sont les instruments les plus utilisés avec trois (03) trillion de dollar. Les actions vertes viennent en deuxième position avec approximativement un (01) trillion de dollar.

Figure n° 01 : Comparaison de différents instruments de finance verte.



Source : (Babic, 2024)

Les études antérieures ont confirmé l'impact négatif de la finance verte sur l'émission des gaz à effet de serre dans 10 économies différents (Gholipour, Arjomandi, & Yam, 2022). À titre d'exemple, et à long terme, le rendement du financement vert est important lorsque les gouvernements consacrent une partie des revenus fiscales aux investissements verts.

4. L'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables : cas de plusieurs pays.

Dans cette partie, nous allons présenter l'impact de l'orientation vers un financement vert sur l'utilisation des énergies renouvelables dans un ensemble de pays : l'union européen, la Chine, les pays du BRICS et l'Afrique.

4.1. L'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables dans l'union européen.

Dans l'union européen, les gouvernements et les différentes parties prenantes ont bien compris l'importance de l'innovation verte et la finance verte pour l'adoption des énergies renouvelables, afin d'atteindre les objectifs du DD et atteindre un environnement propres et durables. Selon Behera & al. (2024), la finance verte est un instrument financier permettant la sensibilisation du public à l'adoption des énergies renouvelables.

Une rcherche a été effectuée par Behera & al. (2024) dans le but d'analyser l'impact de la finance verte, l'innovation verte et la décentralisation de la fiscalité sur l'utilisation des énergies

renouvelables suite aux études antérieures contradictoires dans ce sujet. Leur étude a révélé que (Behera, Behera, & Sethi, 2024):

- L'utilisation des énergies renouvelables a été incitée par l'innovation technologique verte. Cette dernière favorise la consommation des énergies alternatives durables et propres.
- La finance verte a un impact positif sur l'utilisation des énergies renouvelables. Les niveaux de consommation de ces énergies ont été améliorés d'une manière significative.
- La réussite de la transition vers l'utilisation des énergies renouvelables nécessite un système politique stable, une gouvernance efficace et un engagement à long terme.
- Il est impératif que les gouvernements promeuvent l'utilisation d'énergies propres et de technologies durables par les entreprises et les foyers, notamment grâce à des aides financières et des facilités de crédit. Dans le cas contraire, les gouvernements européens doivent chercher à promouvoir des alternatives financières pour le soutien à l'utilisation des énergies renouvelables et des innovations en matière de technologie écologique.

4.2. L'impact de l'adoption de la finance verte en Chine.

La Chine a été parmi les premiers pays qui ont choisi la transition vers des énergies renouvelables, propres et durables. Des questions ont été posées pour savoir la manière dont la finance verte favorise l'utilisation des énergies renouvelables en Chine, et les résultats ont été comme suit (Lee, Wang, & Chang, 2023):

- La finance verte influence positivement directement l'utilisation des énergies vertes, voire indirectement par la promotion de la recherche et développement, le renforcement de l'ouverture du marché et la stimulation de l'économie.
- Une adoption correcte et efficace de la transition vers les énergies renouvelables est conditionnée par le soutien du gouvernement et une économie de haut niveau.
- L'adoption des énergies renouvelables dans une zone géographique, influence même les zones voisines et les provinces. C'est-à-dire, l'adoption de ces énergies a un effet direct et indirect.
- Les pays en voie de développement peuvent bénéficier de l'expérience de la Chine en matière de transition énergétique. Ces pays doivent construire leurs économies et orienter leurs financements par la promulgation des lois et réglementations favorisant la finance verte.
- La Commission pour la stabilité financière et le développement, sous la direction du Conseil d'État chinois, suggère d'instaurer un mécanisme de communication et de coordination qui concernerait la supervision financière, la protection de l'environnement, ainsi que le développement et la réforme, pour soutenir la finance verte et la transition énergétique.

4.3. L'impact de la finance verte et les énergies renouvelables sur l'environnement dans les pays BRICS.

Il est clair que la réalisation d'un développement économique se fait au détriment de la qualité de l'environnement. La réussite d'une économie durable est freinée par la finance verte et les énergies propres ou vertes. C'est pour cette raison que la nécessité de faire le passage de l'utilisation des énergies non renouvelables à l'utilisation des énergies renouvelables a moins d'impact sur l'environnement était primordial.

Afin d'analyser l'impact de la finance verte et les énergies renouvelables sur l'environnement, une étude a été faite sur les pays BRICS¹ durant la période 2000 et 2018 par Hailiang, et al. (2023), notamment que la stratégie de ces pays encourage l'investissement dans les énergies renouvelables.

Les résultats de cette étude ont confirmé qu'afin de protéger et sécuriser l'environnement par la réduction de l'émission des GES, il faut que :

- Les économies du BRICS soient assister par une finance verte.
- Une transition vers la consommation des énergies renouvelables.
- Investir dans des nouvelles technologies et des innovations techniques efficaces.

En d'autres termes, la finance verte, la consommation des énergies renouvelables et les innovations technologiques ont un impact positif sur les économies des pays du BRICS. Les chercheurs ont recommandé aussi le lancement des obligations vertes afin de s'attaquer à la problématique du financement écologique.

Dans le même contexte, une autre étude a été faite par Yadav & al., (2024) a déterminé l'impact de la finance verte sur et la gouvernance sur l'investissement dans les énergies renouvelables et les émissions des GES. Selon les résultats de la recherches, ces derniers peuvent être réduits en investissant dans les évergies renouvelables , en appliquant une finance verte stratégique et en s'appuyant sur une gouvernance solide. Afin de maximiser cet impact positif sur l'environnement, une planification stratégique est nécessaire.

De ce fait, les politiciens des pays BRICS sont invités à prendre en considération l'investissement dans les énergies renouvelables, dans leurs politiques à long terme, afin de faciliter la transition énergétiques. De même, il est nécessaire de trouver des solutions monétaires qui facilitent cette transition énergétiques.

4.4. L'impact de la finance verte sur l'industrialisation en Afrique

Les pays déjà développés ont contribué fortement à cette crise environnementale mondiale en construisant et développant leur industrie et économie en émettant trop de GES. Contrairement aux pays en voie de développement, travaillant toujours sur l'industrialisation, trouvent beaucoup d'obstacles suite aux différentes pressions des parties prenant appelant et exigeant le respect de l'environnement et la protection écologique.

En parlant de l'industrialisation, il est nécessaire d'intégrer aussi la thématique des énergies renouvelables basés sur l'innovation et la technologie connu dans les recherches comme l'innovation verte. Cette dernière joue le rôle d'un modérateur de relation entre la finance verte et l'industrialisation.

Schiederig & al. (2012) ont reporté de Chen & al. (2006) que l'innovation verte fait référence à toute "innovation en matière de matériaux ou de logiciels relatives à des produits ou à des processus écologiques, englobant notamment les technologies consacrées à l'économie d'énergie, à la lutte contre la pollution, au recyclage des matières, à la conception de produits respectueux de l'environnement, ainsi qu'à la gestion écoresponsable des entreprises." (Schiederig, Tietze, &

¹ Brazil, Russia, India, China and South Africa

Herstatt, 2012, p. 182). Par rapport à cette vision, l'innovation verte peut être définie comme des solutions technologiques durables aux problèmes énergétiques.

Afin d'analyser l'impact de la finance verte sur l'industrialisation en Afrique, une étude a été menée par Nchofoung, Edoh, & Monkam, (2024) sur 41 pays africains entre 2000 et 2020. L'objectif de cette recherche a été de déterminer comment l'innovation verte peut influencer l'effet de la finance verte sur l'industrialisation en utilisant un modèle statistique. Ce modèle consiste à mesurer la variable industrialisation (qui est une variable dépendante) par un ensemble de variables explicatives : la finance verte, l'innovation verte (consommation des énergies renouvelables). À travers cette étude, les chercheurs ont confirmé l'impact positif de la finance verte sur l'industrialisation dans l'environnement africain. Cependant, un impact négatif a été constaté de l'innovation verte sur l'industrialisation à cause du manque de la main d'œuvre qualifiée ; et des coûts élevés liées à l'adoption des technologies avancées et des énergies renouvelables, ce qui diminue la valeur de l'entreprise.

Pour faire face à cet effet négatif, les gouvernements africains doivent trouver un financement alternatif des innovations vertes. Les chercheurs ont proposé de profiter de la fiscalité écologique afin de faciliter la collecte de ressources financières et d'instaurer des réformes à travers les différentes agences et institutions de développement durable. En sus, les pays africains doivent donner de l'importance à la formation et la qualification de la main d'œuvre d'un côté. D'un autre côté, il est très intéressant de soutenir et favoriser le développement des technologies permettant l'utilisation des énergies renouvelables au niveau local.

5. Conclusion

Les générations actuelles doivent être conscientes et faire des sacrifices au profit des générations futures. La transition énergétique est primordiale pour la réalisation des objectifs du DD. Cette obligation a influencé le mode de financement des investissements qui ne prenaient pas en considération la protection de l'environnement dans les projets financés.

Des nouveaux instruments financiers ont apparu dont l'objectif est l'assistance des projets favorisant la transition énergétique et diminuant le réchauffement climatique par les projets à faible émission des GES, voire zéro.

La transition vers des énergies propres et le financement vert des projets n'ont pas été adoptés dans la même période dans les différents pays. Certes, les pays développés ont pris la décision de l'utilisation des énergies renouvelables et le mode de financement vert avant les pays en voie de développement. Cependant les études antérieures ont révélé des résultats contradictoires par rapport à l'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables.

L'analyse de l'impact de la finance verte sur l'utilisation des énergies renouvelables dans l'union européenne, la Chine, les pays BRICS et l'Afrique a donné les résultats suivants :

- Le financement vert des projets peut être effectué d'une manière traditionnelle, soit par les subventions d'Etat, les certificats de carbone ou par des crédits bancaires appelés le financement des commandes.
- Des instruments financiers liés aux marchés financiers constituent aussi un moyen de financement vert : les fonds propres verts, les obligations vertes et les prêts verts.

- La finance verte et l'innovation verte influencent positivement la consommation des énergies renouvelables d'une manière significative.
- Par son influence indirecte, la finance verte soutient la recherche et le développement, facilite l'ouverture des marchés et stimule l'activité économique.
- Les GES peuvent être réduits en investissant dans les énergies renouvelables, en appliquant une finance verte et en s'appuyant sur une gouvernance solide.
- En Afrique, l'impact de la finance verte n'as pas la même significativité sur l'utilisation des énergies renouvelables que les pays développés à cause de l'impact négatif de l'innovation verte sur l'industrialisation. Cet impact négatif est dû au manque de la main d'œuvre qualifiée ; et des coûts élevés liées à l'adoption des technologies avancées et des énergies renouvelables.

Des recommandations ont été proposées à travers ces résultats. Il est suggéré :

- La promulgation des normes et la réglementation permettant l'encadrement les flux de capitaux vers des investissements verts et durables.
- La collaboration de toutes les parties prenantes pour trouver des solutions aux problèmes de financement.
- La nécessité d'un système politique stable, une gouvernance efficace et un engagement à long terme.
- L'encouragement des entreprises et les ménages par les gouvernements pour l'utilisation des énergies propres.
- La nécessité de l'émission des obligations verte pour résoudre le problème de financement vert.
- L'application d'une fiscalité axée sur l'environnement facilite la collecte de fonds.
- La formation professionnelle et le développement des compétences en Afrique.

6. Références

- Arif, M., Hasan, M., Alawi, S., & Naeem, M. A. (2021). COVID-19 and time-frequency connectedness between green and conventional financial markets. *Global Finance Journal*, 49. doi:10.1016/j.gfj.2021.100650
- Babic, M. (2024). Green finance in the global energy transition: Actors, instruments, and politics. *Energy Research & Social Science*, 111. doi:10.1016/j.erss.2024.103482
- Bancel, F., & Glavas, D. (2019). Les obligations vertes : un outil au service du financement de la transition écologique. *Annales des Mines - Réalités industrielles*, 83-86. doi:10.3917/rindu1.194.0083
- Behera, B., Behera, P., & Narayan, S. (2024). Decoupling the role of renewable energy, green finance and political stability in achieving the sustainable development goal 13: empirical insight from emerging economies. *Sustainable Development*, 32(1), 119-137. doi:10.1002/sd.2657
- Behera, P., Behera, B., & Sethi, N. (2024). Assessing the impact of fiscal decentralization, green finance and green technology innovation on renewable energy use in European Union countries: What is the moderating role of political risk? *Renewable Energy*, 229. doi:10.1016/j.renene.2024.120715
- Bennis, L. (2023). La finance verte au Maroc: enjeux et perspectives à l'ère du changement climatique. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(4), 29 – 61. doi:10.5281/zenodo.7800132
- Campiglio, E. (2016). Beyond carbon pricing: The role of banking and monetary policy in financing the transition to a low-carbon economy. *Ecological Economics*, 121, 220-230. doi:10.1016/j.ecolecon.2015.03.020
- Chen, Y.-S., Lai, S.-B., & Wen, C.-T. (2006). The Influence of Green Innovation Performance on Corporate Advantage in Taiwan. *Journal of Business Ethics*, 67, 331–339. doi:10.1007/s10551-006-9025-5
- Chen, D., Hu, H., Wang, N., & Chang, C.-P. (2024). The impact of green finance on transformation to green energy: Evidence from industrial enterprises in China. (Elsevier, Éd.) *Technological Forecasting and Social Change*, 204. doi:10.1016/j.techfore.2024.123411
- Gholipour, H. F., Arjomandi, A., & Yam, S. (2022). Green property finance and CO2 emissions in the building industry. *Global Finance Journal*, 51. doi:10.1016/j.gfj.2021.100696
- Gilchrist, D., Yu, J., & Zhong, R. (2021). The Limits of Green Finance: A Survey of Literature in the Context of Green Bonds and Green Loans. *Sustainability*, 12(1). doi:10.3390/su13020478
- Hailiang, Z., Iqbal, W., Chau, K., Shah, S. R., Ahmad, W., & Hua, H. (2023). Green finance, renewable energy investment, and environmental protection: empirical evidence from B.R.I.C.S. countries. *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 36(2). doi:10.1080/1331677X.2022.2125032

- Jaiwant, S. V., & Kureethara, J. V. (2023). Green Finance and Fintech: Toward a More Sustainable Financial System. In N. Naifar, A. Elsayed, & Springer (Ed.), *Green Finance Instruments, FinTech, and Investment Strategies* (pp. 283-290). doi:10.1007/978-3-031-29031-2_12
- La Torre, M., Leo, S., Palma, A., & Zapata, J. D. (2024). Public spending and green finance: A systematic literature review. *Research in International Business and Finance*, 68. doi:10.1016/j.ribaf.2023.102197
- Lee, C.-C., Li, J., & Wang, F. (2024). The role of green finance in the construction of new energy system: Evidence from China. *Energy Economics*. doi:https://doi.org/10.1016/j.eneco.2024.107878
- Lee, C.-C., Wang, F., & Chang, Y.-F. (2023). Does green finance promote renewable energy? Evidence from China. *Resources Policy*, 82. doi:10.1016/j.resourpol.2023.103439
- Lin, T.-X., Li, L., Padhan, H., Pruseth, S. K., Patel, G., & Haouas, I. (2024). The impact of green finance funds on industrial productivity cycles: Evidence from developing economies. *Technological Forecasting and Social Change*, 208. doi:10.1016/j.techfore.2024.123706
- Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. (2024, 02 16). *Acquérir une voiture électrique : pas seulement une question de revenus*. Récupéré sur Données et études statistiques: <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/acquerir-une-voiture-electrique-pas-seulement-une-question-de-revenus-0>
- Nchofoung, T. N., Edoh, O. M., & Monkam, N. (2024). Green finance, green innovation, and industrial development in Africa. *Energy Reports*, 12, 2801-2811. doi:10.1016/j.egy.2024.08.066
- Quebec Electric Vehicle Association. (2024, 02 19). *ACTUALITÉS*. Récupéré sur AVÉQ: <https://www.aveq.ca/actualiteacutes/en-2023-aux-etats-unis-les-ventes-de-vehicules-electriques-ont-depasse-a-chaque-mois-les-ventes-de-2022>
- Rahman, M. H., Rahman, J., Tanchangya, T., & Esquivias, M. A. (2023). Green banking initiatives and sustainability: A comparative analysis between Bangladesh and India. *Research in Globalization*, 7. doi:10.1016/j.resglo.2023.100184
- Rozenberg, J., Hallegatte, S., Perrissin-Fabert, B., & Hourcade, J.-C. (2013). Funding low-carbon investments in the absence of a carbon tax. *Climate Policy*, 13(1), 134-141. doi:10.1080/14693062.2012.691222
- Schiederig, T., Tietze, F., & Herstatt, C. (2012). Green innovation in technology and innovation management – an exploratory literature review. *R&D Management journal*, 42(2), 180-192. doi:10.1111/j.1467-9310.2011.00672.x
- Taneja, S., Bhatnagar, M., & Ozen, E. (2023). Greening the economy: Harnessing the power of sustainable finance. *Reference Module in Social Sciences*. doi:10.1016/B978-0-44-313776-1.00150-1
- Wang, C., Li, X.-w., Wen, H.-x., & Nie, P.-y. (2021). Order financing for promoting green transition. *Journal of Cleaner Production*, 283. doi:10.1016/j.jclepro.2020.125415

- Wang, C., Qiu, J., Chen, B., & Deng, X. (2024). Green finance, green culture and corporate green management innovation: Evidence from Chinese listed companies. *Finance Research Letters*, 67. doi:<https://doi.org/10.1016/j.frl.2024.105774>
- Woode, J. K. (2024). Green finance and green growth: A systematic literature review on awareness, existing channels, instruments, and techniques. *Development and Sustainability in Economics and Finance*, 1. doi:10.1016/j.dsef.2024.100004
- Yadav, A., Gyamfi, B. A., Asongu, S., & Behera, D. K. (2024). The role of green finance and governance effectiveness in the impact of renewable energy investment on CO2 emissions in BRICS economies. *Journal of Environmental Management*, 358. doi:<https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2024.120906>
- Yang, X., He, L., Xia, Y., & Chen, Y. (2019). Effect of government subsidies on renewable energy investments: The threshold effect. *Energy Policy*, 132, 156-166. doi:10.1016/j.enpol.2019.05.039